

2007 : les vrais enjeux !

Elections chambres d'agriculture : succès des listes Solidaires

Ce scrutin, qui se déroule tous les 6 ans, concerne les trois millions d'agriculteurs mais aussi les salariés de la production agricole, d'entreprises comme le Crédit agricole, la Mutualité sociale agricole ou les coopératives agricoles. Pour la première fois, Solidaires a pu présenter des listes dans 23 départements, grâce à un travail important de SUD-CAM et avec le soutien d'autres syndicats concernés (SUD MSA, SUD Rural, Snupfen, Stcpoa, SUD Education). Ces listes ont recueilli 13,39 % des voix : un bon score pour une première !

Des Assises Solidaires en Centres d'appel pour rester debout !

Des Assises Solidaires en Centres d'appel se tiendront à la Bourse du travail de Saint Denis (93) les 4 et 5 avril 2007. A l'initiative de Sud Ptt, cette rencontre concerne tous les adhérents qui travaillent dans des centres d'appels, que ceux-ci soient intégrés dans des entreprises ou des administrations, sous-traitants de grands groupes ou bien des entreprises de centres d'appel en tant que tel.

Au programme : la souffrance au travail dans les centres d'appels, délocalisations et sous-traitance, construction syndicale dans ce secteur...

Renseignements et inscriptions : Sandra Demarcq : demarcq@sudptt.fr 01 44 62 12 29

Revue internationale

Le numéro 2 de la revue Solidaires - International sera disponible à partir du 15 mars 2007. Au sommaire : un important dossier sur les USA (le syndicalisme, les grèves, les délocalisations, le mouvement des travailleurs immigrés, l'expérience de Labor Notes...), un dossier sur l'Algérie et le bilan de la mission de Solidaires dans ce pays, et aussi le Mexique, la Corée, le Japon...

Vous pouvez vous procurer cette revue auprès de votre syndicat ou de l'Union syndicale Solidaires : coup@solidaires.org, baron@sudptt.fr

La période actuelle est de plus en plus marquée par les prochaines échéances électorales. Cela devrait être l'occasion de débats de fond sur les choix de société, sur les priorités à donner aux attentes de la majorité des citoyennes et des citoyens, en particulier des plus défavorisés. Ce devrait aussi être le moment de faire le bilan des politiques menées par le gouvernement et la majorité sortante.

Ne pas revivre 2002

Trop souvent, les campagnes électorales, en particulier celles des présidentielles, sont dévoyées : le pluralisme politique se transforme en bipolarisation autour de deux grands partis ; le poids des sondages, les petites phrases, les anecdotes sur la vie de tel ou tel candidat l'emportent sur le contenu du programme. Pire, lors des élections présidentielles de 2002, les thèses de l'extrême droite sur les questions sécuritaires ont été largement reprises à la une des médias et relayées en partie par les principaux candidats ! On connaît le résultat : Le Pen au second tour !

Nombreuses des raisons qui avaient amené à cette situation sont aujourd'hui tout autant présentes. Dans une partie de la population, en particulier dans les couches populaires, parmi ceux et celles qui subissent

de plein fouet les conséquences des politiques libérales, la confiance envers les partis n'existe plus. Dans ce contexte, la démagogie et le populisme de certains fleurissent sur la misère sociale et la désespérance ; pourtant, les représentant de cette extrême droite sont porteurs de projets réactionnaires, racistes et antisociaux dont les salariés n'ont rien de bon à attendre ! Plus que jamais, nous devons poursuivre notre travail d'explication afin que l'extrême droite ne puisse plus apparaître comme un recours possible pour une partie du monde du travail - alors même que le projet politique qu'elle propose est suicidaire pour celui-ci et l'ensemble de la société.

Un bilan libéral exécutable

Depuis plus de vingt ans, les thèses libérales se déploient sur fond de pensée unique. Cela n'a pas contribué à redonner du crédit au débat politique laissant entendre qu'il n'y avait plus, ou si peu, de choix politiques possibles. Le bilan de ces politiques est pourtant dramatique : le chômage de masse continue malgré les manipulations statistiques et les délocalisations se multipliant ; ce contexte est utilisé pour imposer toujours plus de rigueur salariale et de précarité ; dans le même temps, code du travail, protection sociale, ser-

vices publics sont mis à mal ; le nombre d'allocataires du RMI augmente ; des millions de familles vivent dans des conditions de plus en plus difficiles et l'avenir est barré pour les jeunes, particulièrement ceux issus des quartiers populaires, etc. Les inégalités sociales n'ont jamais été aussi fortes et la répartition de la richesse produite se fait toujours plus en faveur des propriétaires du capital. Au lieu de s'attaquer réellement à cette insécurité sociale, les gouvernements privilégient les réponses sécuritaires en multipliant les lois qui visent à stigmatiser les populations les plus fragiles (pauvres, précaires, immigrés, jeunes des quartiers populaires...) et à surveiller, contrôler et sanctionner toutes celles et tous ceux qui n'acceptent cet ordre établi (syndicalistes en lutte, faucheurs d'OGM...).

Comme si cela ne suffisait pas, le Medef entend profiter de la période actuelle pour dicter aux candidats et aux citoyens les mesures qu'il conviendrait de mettre en œuvre dans notre pays au lendemain des échéances électorales. Ce que propose le Medef à travers un véritable programme gouvernemental c'est tout simplement la destruction sociale dans tous les domaines (emploi, salaires, retraites, fiscalité, protection sociale...) et l'instauration d'une société offrant

toujours plus de libertés et de richesse aux patrons et aux actionnaires au prix d'une insécurité sociale généralisée pour tous les autres !

Imposer le débat sur les vraies urgences sociales

L'Union syndicale Solidaires inscrit sa lutte pour la défense des salariés dans une réflexion plus globale sur la nécessité de la transformation sociale et d'une remise en cause du système actuel, le libéralisme. Cette démarche de transformation sociale doit intégrer aussi bien la question de l'égalité hommes - femmes dans tous les domaines que celle d'un nouveau modèle de développement respectueux de l'environnement et de la planète. Les combats sociaux de ces dernières années ont montré qu'existent réellement des choix alternatifs par rapport à ceux qu'on veut nous imposer au nom de la modernité, de la primauté de la concurrence libre et non faussée... Solidaires a participé pleinement à toutes ces mobilisations et nous sommes persuadés que par des mobilisations massives nous pouvons gagner : l'exemple du CPE au printemps 2006 en témoigne.

L'Union syndicale Solidaires est très attachée à

son indépendance vis-à-vis du patronat et de quelque parti que ce soit ; Solidaires réaffirme l'importance d'être un contre-pouvoir quelque soit le gouvernement. Mais pour autant, nous ne pouvons être indifférents au contexte dans lequel nous agissons. Nous n'avons aucune consigne de vote à donner pour tel ou tel parti, tel ou tel candidat, dans les échéances électorales à venir. Mais nous pensons que nous avons une responsabilité dans cette période : faire en sorte que les débats aient lieu sur les vraies urgences sociales.

Porter au cœur de la campagne les analyses et les revendications de Solidaires

Il a fallu que les citoyennes et les citoyens avec diverses forces politiques, syndicales et associatives se mêlent de la campagne en France sur le Traité pour une Constitution européenne pour montrer qu'un véritable débat politique était possible, qu'il pouvait se mener sur des projets différents et que de nombreuses personnes pouvaient s'y intéresser !

Pour toutes ces raisons, l'Union syndicale Solidaires a décidé d'être partie prenante du débat citoyen

qui devrait avoir lieu dans cette période électorale en s'y inscrivant avec nos analyses, nos exigences et nos revendications. Nous venons celles-ci comme une contribution dont nous souhaitons qu'elle interpelle les candidats et qu'elle permette à l'ensemble des citoyennes et des citoyens, et en premier lieu aux salariés, de se mêler d'un débat qui concerne l'avenir de tous et de toutes. Notre syndicalisme se doit d'alimenter la réflexion, non dans un esprit partisan, mais parce que nous inscrivons notre combat dans la transformation sociale.

Il s'agit de mettre au cœur des débats nos propositions contre le chômage et la banalisation de la précarité et pour une politique progressiste porteuse d'emplois de qualité ; contre l'érosion du pouvoir d'achat et pour l'augmentation des salaires et des minima sociaux ; contre la destruction de la protection sociale et pour une extension et un renforcement de celle-ci ; contre les inégalités et pour une fiscalité suffisante et juste ; contre le démantèlement des services publics et pour leur développement ; etc.

Evidemment, nous sommes persuadés que cette transformation sociale viendra d'abord, avant comme après les élections, des combats sociaux et des rapports de forces que nous contribuerons à créer.

Chômage : une catastrophe planétaire

Selon le rapport annuel du BIT (Bureau international du travail), le nombre de personnes sans emploi dans le monde a atteint son plus haut niveau historique en 2006, malgré une forte croissance économique. Le BIT recense 195,2 millions de chômeurs en 2006 contre 194,7 millions en 2005 - soit un taux de chômage mondial de 6,3% de la population active. Le BIT relève que les jeunes sont plus durement frappés et que 44% des chômeurs dans le monde ont entre 18 et 24 ans. [sources : Liaisons sociales]

Souffrance au travail chez Renault

Cinq suicides dont trois en quatre mois par le stress, la fatigue, l'épuisement au travail. Au Technocentre de Guyancourt (12 000 salariés : ingénieurs, cadres, techniciens), dans les Yvelines, SUD Renault dénonce les heures supplémentaires à rallonge illégales, les charges de travail trop lourdes, l'impossibilité de prendre ses congés quand on veut mais aussi la peur de l'avenir, des délocalisations, l'augmentation du stress et des pressions individuelles. Face à l'accumulation de ces drames, les salariés ont exprimé leur indignation lors d'un rassemblement de 2 000 personnes sur le site même à l'appel de SUD et de la CGT. On ne doit plus mourir au travail !

Justice pour Roland Veuillet

Victime d'une sanction injustifiée et antisyndicale depuis le mouvement social de 2003, Roland Veuillet, militant de SUD éducation, poursuit son combat, avec de nombreux soutiens. Malgré une nouvelle grève de la faim de 57 jours, le Ministre n'a rien voulu céder. Roland a même subi une tentative mise en échec d'internement d'office en hôpital psychiatrique. Le combat continue signature de la pétition de soutien : www.sudeeducation.org

Virgin licencié les syndicalistes

Chez Virgin, il faut marcher droit ! Un délégué du personnel a été licencié parce qu'il "harcelait son supérieur" ; c'est maintenant Amandine, militante syndicale SUD chez Virgin Megastore à Paris, qui a été licenciée, avec un dossier monté de toutes pièces, à la veille des élections professionnelles et alors qu'elle venait d'être désignée "conseillère du salarié" par Solidaires Paris.

Les démarches juridiques sont en cours mais la solidarité est nécessaire pour obtenir la réintégration d'Amandine. N'oublions pas que derrière Virgin, il y a Lagardère : un des principaux marchands d'armes qui contrôle une bonne partie des médias en France ! soutien et infos : http://boycottvirgin.over-blog.com

Un patronat qui ne manque pas d'air !

Le 25 janvier dernier, le patronat est entré de plain pied dans la campagne électorale en réunissant 6 000 chefs d'entreprise au Palais omnisports de Bercy à Paris. En cette occasion Laurence Parisot a décliné les principales revendications contenues dans un livre blanc, intitulé "Besoin d'air", que publie le Medef à l'intention des candidats et des électeurs. Le discours de la présidente du Medef et la publication de cet ouvrage marquent une volonté croissante du patronat de peser dans la campagne pour imposer ses analyses et ses revendications.

Même si une grande partie des exigences patronales sont bien connues, c'est un véritable programme de casse généralisée qui est proposé dans tous les domaines : suppression de la durée légale du travail (qui devrait être fixée par des accords collectifs), création d'un "CDI de mission" (encore

plus flexible que le CDI), instauration de mesures pour faciliter la rupture du contrat de travail (notamment par le biais d'un "licenciement par consentement mutuel"), suppression de 400 000 emplois dans la fonction publique d'ici 2015, mise à mort du système de retraites (casse des régimes spéciaux, allongement de la durée de cotisations, baisses des pensions pour certaines catégories de retraités...), pression accrue sur les salaires et le SMIC, augmentation des seuils pour la mise en place des CE et des délégués du personnel, etc.

Le sens du programmes du Medef est clair : toujours moins de droits et de protections pour les salariés et toujours plus de liberté pour les employeurs. Ce dont rêve le Medef, c'est d'une société toujours plus libérale et inégalitaire où il n'y a pas de place pour les acquis collectifs des salariés et où le code du travail n'existe plus !



À lire...

Les vrais enjeux

Union syndicale Solidaires

Pour mieux peser dans le débat actuel, l'Union syndicale Solidaires diffuse une brochure d'une cinquantaine de pages qui décline de façon synthétique ses analyses et principales revendications dans dix domaines : Emploi, Salaires et minima sociaux, Protection sociale, Fiscalité, Services publics, Lois sécuritaires, Discriminations, Immigration, Europe, Représentativité syndicale. Vous pouvez vous procurer cette brochure auprès de votre syndicat ou de votre Solidaires local. N'hésitez pas à faire vivre celle-ci au maximum.



Front national : prendre aux pauvres pour donner aux riches

Tout est actuellement mis en œuvre par le Front national pour essayer de démontrer que son candidat, qui se veut à la fois le pourfendeur de l'ordre établi et le représentant des "Français modestes", a acquis une stature d'homme d'Etat. Considérant que le noyau dur de son électorat est désormais stabilisé autour de ses thèmes de prédilection (immigration, insécurité...), il s'agit pour le FN de crédibiliser et d'élargir son discours afin de gagner de nouveaux électeurs. Mais derrière des formules démagogiques bien rodées qui cherchent à faire écho aux problèmes rencontrés par une partie des salariés, les fondamentaux du programme du parti d'extrême-droite demeurent toujours les mêmes.

Au delà de tous les arguments de défense des valeurs démocratiques et républicaines qu'il convient d'opposer à l'idéologie raciste et xénophobe du FN, il est également primordial de pointer les orientations ultralibérales, antisociales et inégalitaires d'un programme "de préférence nationale" au seul service des privilégiés.

Entre autres mesures économiques le FN propose :

✓ un retour au protectionnisme à travers l'augmentation des droits de douanes. Cette décision n'aboutirait qu'à une majoration du prix des

produits consommés au détriment du pouvoir d'achat et à des mesures de rétorsion de la part des autres pays, limitant ainsi nos exportations au péril de l'emploi.

✓ une suppression progressive de l'impôt sur le revenu qui serait compensée pour partie par une augmentation de la TVA sur la consommation. Cette mesure frapperait directement le pouvoir d'achat de tous, notamment des plus pauvres - d'autant que cette baisse des recettes fiscales entraînerait la disparition de la gratuité pour nombre d'actes de services publics ou de redistribution sociale.

✓ une suppression de tous les régimes spéciaux de retraites et l'instauration pour tous les salariés, du privé et du public, d'un régime national de base (dans lequel il faudra travailler plus tôt et plus longtemps) qui ouvrirait à un premier étage plancher de prestations adossé à de puissants régimes de retraite complémentaire par capitalisation. Ce système, à la merci du moindre krach boursier, instaurerait une retraite à deux vitesses favorable aux seuls nantis au détriment des bas salaires, des moins qualifiés, des précaires et des chômeurs qui auraient des retraites de misère.

Ces mesures, parmi tant d'autres, montrent clairement que l'objectif du programme du Front national est la recherche du profit

pour une minorité de citoyens au prix de la régression sociale pour l'immense majorité des citoyens.

Cette logique s'applique également au sein de l'entreprise, où le FN propose une intensification de la politique d'exonération des "charges sociales" patronales, une baisse de l'impôt sur les sociétés, la suppression de la taxe professionnelle et des prélèvements sur les plus values boursières... et pour les salariés, un développement de la flexibilité avec notamment la suppression de la Loi sur les 35 heures - la réduction du temps de travail ne pouvant selon Le Pen se faire sans réductions de salaires.

Ultralibéralisme sauvage au sein d'une France isolée, tel pourrait être résumé le programme économique et social du FN.

[Pour en savoir plus : Consulter le site de ISA - Informations syndicales antifascistes (ISA est constitué de militant(e)s de diverses organisations syndicales, dont Solidaires qui, depuis 1996, recense, analyse, dénonce, les incursions du FN sur le terrain social) : http://isa.isa-geek.net]